DIPER

Affaire suivie par : Ludivine GONNET Tél : 04 74 45 58 96

Mél: ce.ia01-diper@ac-lyon.fr

10, rue de la Paix BP 404 01012 Bourg-en-Bresse Cedex Bourg-en-Bresse, le 15 octobre 2025

L'inspecteur d'académie directeur académique des services de l'éducation nationale de l'Ain

à

Mesdames les enseignantes et messieurs les enseignants du premier degré public

S/C de mesdames les inspectrices et messieurs les inspecteurs de l'éducation nationale

Objet : Demande de cumul d'activités des enseignants du premier degré du département de l'Ain pour l'année 2026

Références:

- Code général de la fonction publique Articles L.123-1 à L.123-10, L124-4 à L124-16 et R.123-7 à R.123-16
- Code de la propriété intellectuelle Articles L112-1 à L.112-3
- Arrêté du 4 février 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique

Annexe:

- Annexe 1 : Tableau synthétique des activités susceptibles d'être cumulables
- Annexe 2 : Tutoriel demande de cumul d'activités

La présente note a pour objet de préciser les règles applicables au cumul d'activités et à la création d'entreprise, et d'apporter des précisions sur les modalités d'instruction des demandes pour les enseignants du 1^{er} degré du département de l'Ain, au titre de l'année scolaire 2026-2027.

1- LE PRINCIPE GÉNÉRAL

Un agent du service public doit consacrer l'intégralité de son activité professionnelle aux tâches qui lui sont confiées. Il ne peut exercer, à titre professionnel, une activité lucrative de quelque nature que ce soit sous réserve des dispositions des articles L.123-2 à L.123-10.

Le cadre législatif et réglementaire cité en références précise les conditions de dérogation à cette interdiction, notamment lors de la création ou la reprise d'une entreprise et la poursuite d'une activité privée au sein d'une entreprise. Il renforce également l'encadrement des cumuls d'activités exercées à titre accessoire.

Cette activité secondaire ne doit ni porter atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance, à la neutralité ou aux principes déontologiques conformément à l'article R123-7 du Code général de la fonction publique et doit être compatible avec les obligations de service de l'agent.

2- LES ACTIVITÉS LIBREMENT AUTORISÉES

Les articles L.123-2 et L.123-3 du code général de la fonction publique précisent les activités librement autorisées :

- production d'œuvres de l'esprit au sens du code de la propriété intellectuelle ;
- exercice d'une profession libérale découlant de la nature des fonctions exercées par l'agent public membre du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement ou pratiquant des activités à caractère artistique.

Enfin, le code général de la fonction publique prévoit également qu'une activité bénévole au sein d'une structure privée ou publique à but non lucratif peut être librement exercée.

3- LES ACTIVITÉS SOUMISES À DECLARATION

L'article L.123-4 du code général de la fonction publique prévoit qu'un agent public lauréat de concours ou encore un agent contractuel de droit public est autorisé à poursuivre l'exercice de son activité privée en tant que dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif, qu'il exerçait avant sa nomination ou son recrutement. Cette poursuite doit être compatible avec les obligations de service ainsi que les principes déontologiques s'imposant à tout fonctionnaire.

Le personnel doit informer l'autorité hiérarchique dont il relève en précisant la forme et l'objet social de l'entreprise ou de l'association, son secteur et sa branche d'activité.

Cette poursuite d'activité ne pourra excéder la durée d'une année, renouvelable une fois, à compter de la nomination stagiaire ou du recrutement.

4- LES ACTIVITÉS SOUMISES À AUTORISATION

■ Le cumul d'activités à titre accessoire :

L'agent peut être autorisé à cumuler une activité accessoire avec son activité principale, sous réserve que cette activité ne porte pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service ou ne mette pas l'intéressé en situation de méconnaître les dispositions de l'article 432-12 du code pénal.

Le cumul d'activités exercé à titre accessoire est considéré comme une activité occasionnelle ou régulière limitée dans le temps, au regard de l'activité professionnelle principale de l'agent. Il est soumis à délivrance d'une autorisation : aucune activité ne peut débuter sans autorisation.

L'activité accessoire ne peut être exercée qu'en dehors des heures de service de l'intéressé.

Un même agent peut être autorisé à exercer plusieurs activités accessoires. La demande d'autorisation de cumul d'activités est donc obligatoire pour tout fonctionnaire.

Une activité accessoire est accordée pour une année scolaire.

La décision d'autorisation d'exercer une activité accessoire peut comporter des réserves et recommandations visant à assurer le respect des obligations déontologiques et le fonctionnement normal du service conformément aux dispositions de l'article R123-11 du code général de la fonction publique.

La liste limitative des activités accessoires susceptibles d'être autorisées est jointe en Annexe 1.

■ Le cumul d'activités au titre de la création ou la reprise d'une entreprise ou exercice d'une activité libérale :

Conformément aux textes en vigueur, il est interdit aux agents publics, fonctionnaires, ou contractuels à temps plein de créer ou reprendre une entreprise.

L'agent qui souhaite créer, reprendre une entreprise ou une activité libérale, sollicite auprès de l'autorité hiérarchique dont il relève :

- d'une part une autorisation de cumul pour ce motif;
- ainsi qu'une demande d'exercer un service à temps partiel (qui ne peut être inférieur au mi-temps) deux mois au moins avant la date de création ou de reprise de cette entreprise ou de cette activité.

L'autorisation d'accomplir un service à temps partiel, qui ne peut être inférieur au mi-temps, est accordée, sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail.

Le droit au cumul est autorisé pour une durée maximale de trois ans, renouvelable pour une durée d'un an, à compter de la création ou de la reprise de cette entreprise.

Un délai de carence de trois ans devra être respecté avant de formuler une nouvelle demande à ce titre.

5- EXERCICE D'UNE ACTIVITÉ PENDANT UNE DISPONIBILITÉ

L'agent cessant temporairement son activité et qui souhaite exercer une activité privée pendant une disponibilité doit transmettre une demande d'autorisation deux mois avant la date du début de l'activité souhaitée, conformément à l'article L124-4 du code général de la fonction publique (relatif aux contrôles des activités lucratives des agents ayant cessé leurs fonctions). Aucune activité privée ne peut débuter sans avis préalable favorable.

En cas de cumul non autorisé, l'agent peut s'exposer à des poursuites disciplinaires et l'obligation de reverser la totalité des sommes indûment perçues par voie de retenue sur le traitement.

Il conviendra de formuler votre demande d'autorisation d'activité via le portail colibris portant sur les cumuls d'activité.

6- LES ACTIVITÉS INTERDITES

Conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du code général de la fonction publique, il est interdit à l'agent public de :

- créer ou de reprendre une entreprise immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou affiliée au régime prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale ;
- participer aux organes de direction de sociétés ou d'associations à but lucratif;
- donner des consultations, de procéder à des expertises ou de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique ne relevant pas du secteur concurrentiel;
- prendre ou de détenir, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre son indépendance ;
- cumuler un emploi permanent à temps complet avec un ou plusieurs autres emplois permanents à temps complet.

Attention:

L'exercice d'une activité accessoire est interdite aux agents en position de congé parental.

Les agents bénéficiant de congés pour raison de santé, accident de service ou de maladie professionnelle ne peuvent exercer une activité accessoire ; un arrêt de travail valant tout à la fois pour l'activité principale et accessoire. Il en va de même pour les congés de maternité, paternité ou d'adoption.

Enfin, il est vivement déconseillé d'exercer une activité accessoire durant un congé de formation professionnelle dès lors que celle-ci impacte le suivi de la formation.

7- MODALITÉ DES DEMANDES

La liste des pièces à joindre pour toute demande d'autorisation de cumul d'activités est précisée en l'Annexe 1.

La demande de cumul d'activités doit être déposée via le formulaire COLIBRIS suivant :

Lien Colibris "Cumul d'activités"

dans un délai minimum de deux mois avant la date de début du cumul d'activités souhaité.

Les pièces justificatives sont obligatoires pour toute demande de cumul d'activités, de création ou de reprise d'activité. Elles sont à transmettre lors de la demande sur Colibris.

Les dossiers incomplets ne pourront pas être instruits : tous les agents sont invités à veiller scrupuleusement à la complétude de leur dossier.

La décision est rendue dans un délai d'un mois, à compter de la réception de la demande.

Lorsque les informations sont incomplètes ou insuffisantes pour permettre de statuer sur la demande, un complément d'informations peut être demandé dans un délai de 15 jours. Le délai de réponse est alors porté à deux mois. En l'absence de décision écrite dans ce délai, la demande d'autorisation est considérée comme rejetée.

L'autorisation de l'activité accessoire ou de l'activité privée est valable par activité et/ou par année scolaire. L'agent devra renouveler la demande de cumul d'activités pour l'année scolaire suivante.

À NOTER : Lorsque l'autorité hiérarchique a un doute sérieux sur la compatibilité des activités envisagées, elle se saisira de tous les dispositifs de contrôles déontologiques existants.

8- CONSÉQUENCES PRÉVUES DANS LE CADRE D'UN CUMUL D'ACTIVITÉS NON AUTORISÉ

L'autorité peut à tout moment s'opposer au cumul d'activités dès lors que les informations sur le fondement desquelles l'autorisation a été donnée sont erronées ou ce cumul s'avère incompatible avec les fonctions exercées par l'agent ou l'emploi qu'il occupe.

L'article L.123-9 du code général de la fonction publique précise qu'en cas de cumul non autorisé, l'agent qui exerce une autre activité, s'expose à :

- des poursuites disciplinaires,
- l'obligation de reverser la totalité des sommes indûment perçues par voie de retenue sur le traitement.

Pascal CLÉMENT

Mental .



ANNEXE 1 : Tableau synthétique des activités susceptibles d'être cumulables

Code général de la fonction publique – Articles L.123-1 à L.123-10, L124-4 à L124-6 et R-123-7 à R123-16

Code de la propriété intellectuelle – Articles L.112-1 à L.112-3

RÉFÉRENCES	DEMANDE DE CUMUL	ACTIVITÉS	DURÉE DE L'AUTORISATION	DEMANDE À DÉPOSER	PIECES À JOINDRE	OBLIGATION D'EXERCER À TEMPS PARTIEL
Code général de la fonction publique Articles L123-2 et L.123-3	ACTIVITÉ LIBREMENT AUTORISÉE	■ Production d'œuvres de l'esprit au sens du code de la propriété intellectuelle : □ livres, brochures et autres écrits littéraires, artistiques et scientifiques □ conférences, allocutions, sermons, plaidoiries et autres œuvres de même nature □ œuvres dramatiques ou dramatico-musicales □ œuvres chorégraphiques, les numéros et tours de cirque, les pantomimes, dont la mise en œuvre est fixée par écrit ou autrement □ compositions musicales avec ou sans paroles □ œuvres cinématographiques et autres œuvres consistant dans des séquences animées d'images, sonorisées ou non, dénommées ensemble œuvres audiovisuelles □ œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure, de lithographie □ oeuvres graphiques et typographiques □ oeuvres photographiques et celles réalisées à l'aide de techniques analogues à la photographie □ oeuvres des arts appliqués □ illustrations, les cartes géographiques □ plans, croquis et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture et aux sciences □ logiciels, y compris le matériel de conception préparatoire □ créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure ■ Exercice d'une profession libérale découlant de la nature des fonctions exercées par l'agent public membre du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement ou pratiquant des activités à caractère artistique ■ Activité bénévole au sein d'une structure privée ou publique à but non lucrative	1 an À renouveler chaque année scolaire	2 MOIS AVANT LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ	■ Attestation sur l'honneur précisant l'activité librement autorisée (concerne les deux premières activités) ■ Attestation émanant de la structure privée ou publique précisant le but non lucratif (concerne l'activité bénévole)	NON



RÉFÉRENCES	CUMUL	ACTIVITÉS	DURÉE DE L'AUTORISATION	DEMANDE À DÉPOSER	PIECES À JOINDRE	OBLIGATION D'EXERCER À TEMPS PARTIEL
Code général de la fonction publique Article L123-4	POURSUITE DE L'ACTIVITÉ PRIVÉE (lauréat de concours ou contractuel)	■ Autorisation à poursuivre l'exercice de l'activité privée en tant que dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif (exercice avant la nomination ou recrutement)	1 an à partir de la nomination du lauréat ou en tant que contractuel (renouvelable 1 fois)	À LA NOMINATION OU AU RECRUTEMENT	Document attestant l'activité avant la nomination	NON
Code général de la fonction publique Article L123-7 Articles R123-7 à R123-13	ACTIVITÉ À TITRE ACCESSOIRE	 Expertise et consultation Enseignement et formation Activité à caractère sportif ou culturel, y compris encadrement et animation dans les domaines sportif, culturel ou de l'éducation populaire Activité agricole au sens du premier alinéa de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime dans des exploitations agricoles constituées ou non sous forme sociale Activité de conjoint collaborateur au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale mentionnée à l'article R. 121-1 du code de commerce Aide à domicile à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin, permettant au fonctionnaire de percevoir, le cas échéant, les allocations afférentes à cette aide Travaux de faible importance réalisés chez des particuliers Activité d'intérêt général exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif Mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un Etat étranger 	1 an À renouveler chaque année scolaire	2 MOIS AVANT LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ	Document attestant l'activité signé par l'employeur	NON



RÉFÉRENCES	CUMUL	ACTIVITÉS	DURÉE DE L'AUTORISATION	DEMANDE À DÉPOSER	PIECES À JOINDRE	OBLIGATION D'EXERCER À TEMPS PARTIEL
Code général de la fonction publique Article R123-8	ACTIVITÉ À TITRE ACCESSOIRE SOUS LE RÉGIME D'AUTO - ENTREPRENEUR	■ Services à la personne mentionnés à l'article L. 7231-1 du code du travail ■ Vente de biens produits personnellement par l'agent.	1 an À renouveler chaque année scolaire	2 MOIS AVANT LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ	Tout document officiel attestant l'activité et les statuts (Ursaff, Chambre des métiers, N° Siret, N° Siren, etc)	NON
Code général de la fonction publique Article L123-8 Articles R123-14 à 123-16	ACTIVITÉ POUR CRÉATION – REPRISE D'ENTREPRISE OU ACTIVITÉ LIBÉRALE	 ■ Création ou reprise d'entreprise ■ Activité libérale 	Limité à 3 ans (+1 an supplémentaire) Et À renouveler chaque année scolaire	2 MOIS AVANT LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ + DEMANDE DE TEMPS PARTIEL LORS DE LA CAMPAGNE	Tout document officiel attestant l'activité et les statuts (Ursaff, Chambre des métiers, N° Siret, N° Siren, etc)	OUI
Code général de la fonction publique Articles R123-14 à R123-16 Articles L124-4 à L124-6	ACTIVITÉ PRIVÉE PENDANT UNE PÉRIODE DE DISPONIBILITÉ	 ■ Création ou reprise d'entreprise ■ Activité privée (contrat à durée déterminée) * * Les activités privées à contrat à durée indéterminée ou les contrats avec l'éducation nationale pendant une disponibilité sont proscrites 	Limité à 2 ans (+2 ans supplémentaire) pour ce motif de dsiponibilité Et À renouveler chaque année scolaire	2 MOIS AVANT LE DÉBUT DE L'ACTIVITÉ + DEMANDE DE DISPONIBILITÉ LORS DE LA CAMPAGNE	Tout document officiel attestant l'activité et les statuts (Ursaff, Chambre des métiers, N° Siret, N° Siren, etc) ou document attestant l'activité signé par l'employeur	X

RAPPEL : Conformément aux dispositions de l'article L.123-1 du code général de la fonction publique, il est INTERDIT à l'agent public de :

- créer ou de reprendre une entreprise immatriculée au registre du commerce et des sociétés ou au registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat ou affiliée au régime prévu à l'article L. 613-7 du code de la sécurité sociale
 - participer aux organes de direction de sociétés ou d'associations à but lucratif
- donner des consultations, de procéder à des expertises ou de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique ne relevant pas du secteur concurrentiel
- prendre ou de détenir, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre son indépendance
 - cumuler un emploi permanent à temps complet avec un ou plusieurs autres emplois permanents à temps complet.



DEMANDE DE CUMUL D'ACTIVITÉS

Formulaire dématérialisé

TUTORIEL





Pour toute demande de cumul d'activités :

Les demandes devront être déposées via le portail COLIBRIS, ce qui permettra :

- √ un meilleur suivi et une traçabilité des demandes avec l'attribution d'un code de suivi qui vous sera transmis
- √ une amélioration du temps de réponse des demandes



OBJECTIF

Ce document est à destination des agents souhaitant effectuer une demande de cumul d'activités pendant l'année scolaire.

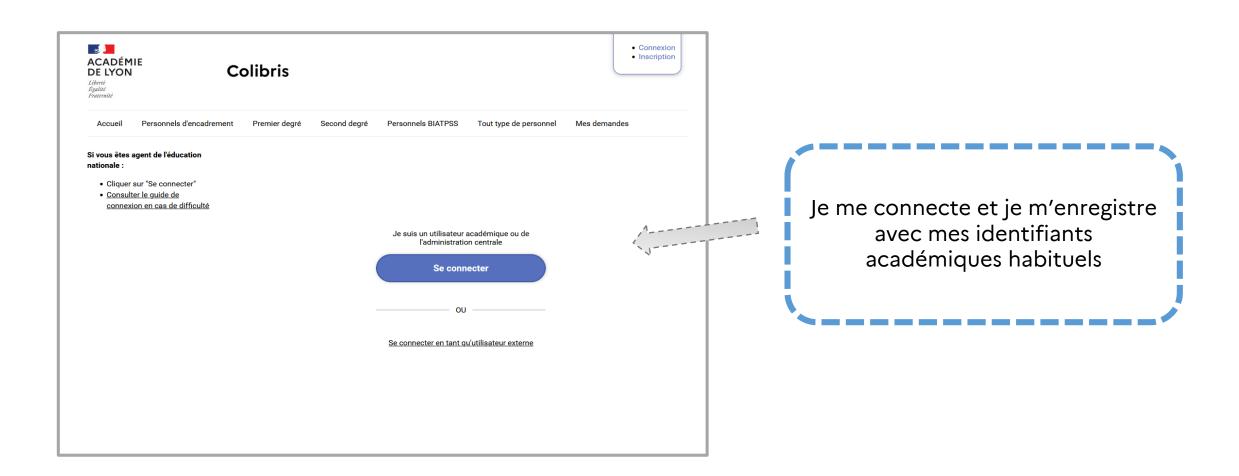
Il permet également de faciliter la prise en main de l'outil COLIBRIS et de sa fonctionnalité.

Table des matières

- 1 Se connecter à l'espace et accéder au formulaire Page 4 à 6
- 2 Renseigner le formulaire Page 7 à 18
 - 3 Valider le formulaire Page 19
- 4 Récupérer le code de suivi de traitement et suivre ma demande *Page 20*

Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Ain

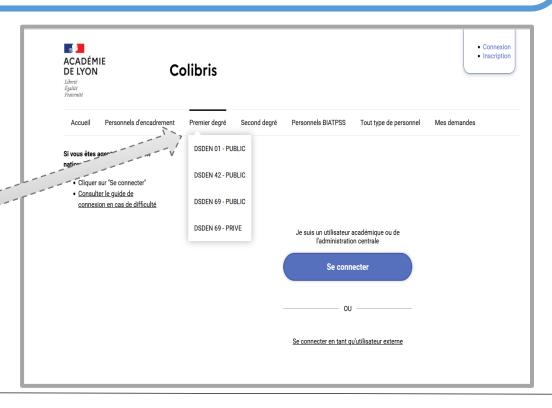
1 – SE CONNECTER À L'ESPACE ET ACCÉDER AU FORMULAIRE



1 – SE CONNECTER À L'ESPACE ET ACCÉDER AU FORMULAIRE

Pour accéder à votre démarche, rendez-vous sur https://portail-lyon.colibris.education.gouv.fr/

Je clique sur « Premier degré » et « DSDEN 01 – PUBLIC »

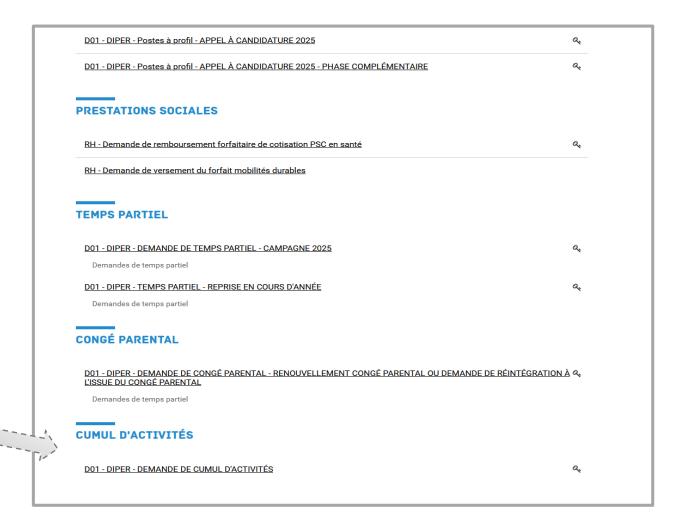


Égalité Fraternité

1 – SE CONNECTER À L'ESPACE ET ACCÉDER AU FORMULAIRE

Je clique sur le lien

« D01 – DIPER – DEMANDE DE CUMUL D'ACTIVITÉS »



DSDEN 01 – OCTOBRE 2025 6

ACADÉMIE DE LYON Liberté Égalité Ersternité

2 – RENSEIGNER LE FORMULAIRE

La page 1 « ACCUEIL » s'affiche, décrivant les instructions de la démarche à suivre pour effectuer la demande de temps partiel.

Merci de bien vouloir prendre connaissance des documents à préparer en consultant la circulaire des cumuls d'activités

- Je coche la case attestant que
 « J'ai pris connaissance
 des informations ci-dessus »
- Je clique sur « Suivant » pour accéder à la suite du formulaire







La page 2 « IDENTIFICATION » s'affiche : Mes informations personnelles (mon nom de famille, prénom et mail académique) sont pré-remplies. Je renseigne ma date de naissance, mon numéro de téléphone ainsi que mon adresse postale Je clique sur « Suivant »

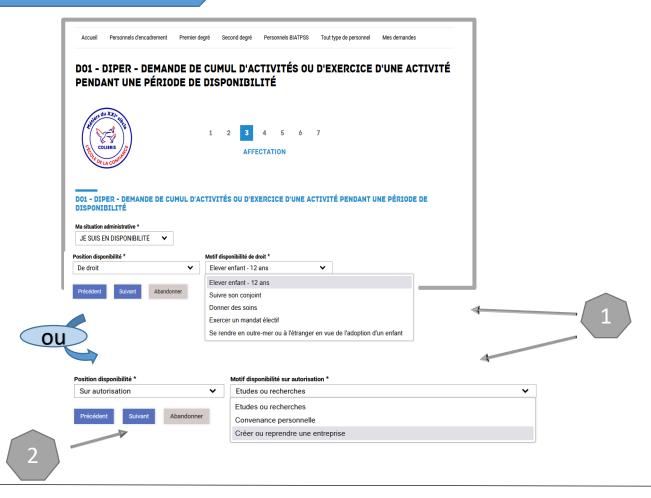


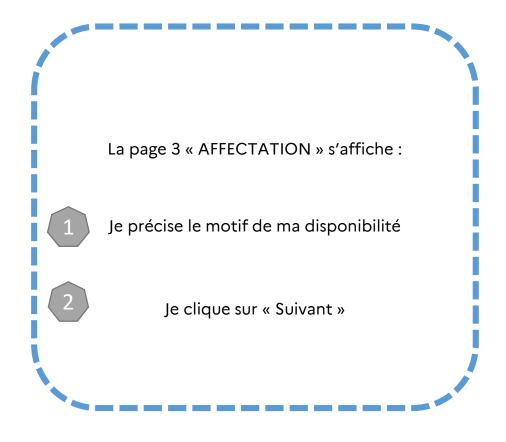






JE SUIS EN DISPONIBILITÉ





de l'éducation nationale de l'Ain

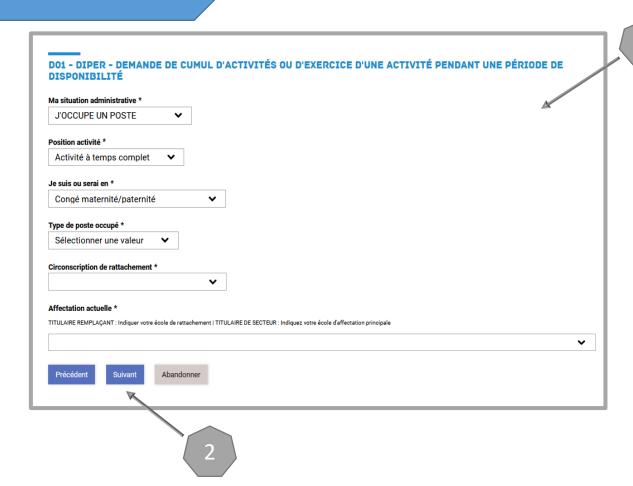
2 – RENSEIGNER LE FORMULAIRE

J'OCCUPE UN POSTE

ACADÉMIE

DE LYON

Liberté Égalité Fraternité



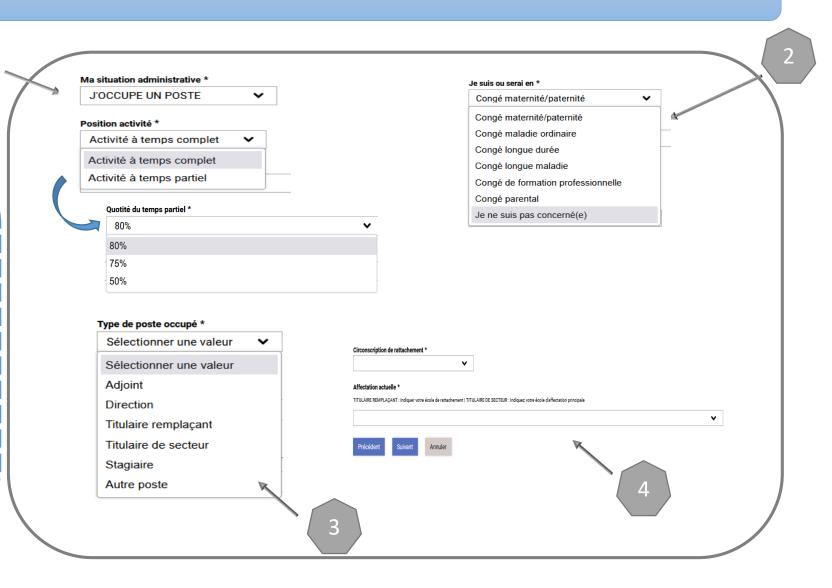
La page 3 « AFFECTATION » s'affiche : J'indique mes informations : - situation administrative - position d'activité - congé - type de poste occupé - affectation actuelle (circonscription de rattachement et établissement principal) Je clique sur « Suivant »

J'OCCUPE UN POSTE

Égalité Fraternité

Je précise mes informations administratives :

- **position d'activité** : je choisis dans la liste déroulante ma situation
- 2 **congé** : je précise si je suis ou serai en congé
- 3 **type de poste occupé** : je choisis mon poste actuel
 - **circonscription**: je saisis et choisis ma circonscription
 - **établissement** : je saisis la commune de mon école principale d'affectation et je choisis celle-ci





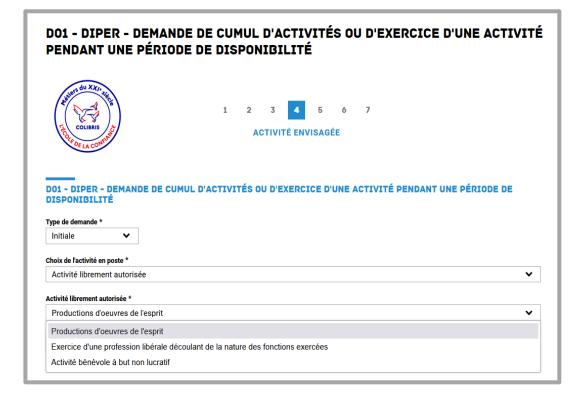






je précise le domaine de l'activité









je clique sur « Suivant » et passe à la page 5



Fraternité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Ain

2 – RENSEIGNER LE FORMULAIRE

Activité soumise à autorisation :

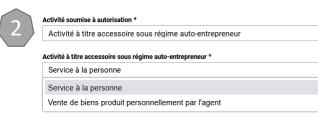
je précise l'activité envisagée en sélectionnant mon choix

- 1
- activité accessoire
- 2 activité à titre accessoire sous le régime autoentrepreneur
- 3 activité pour création-reprise d'entreprise ou activité libérale







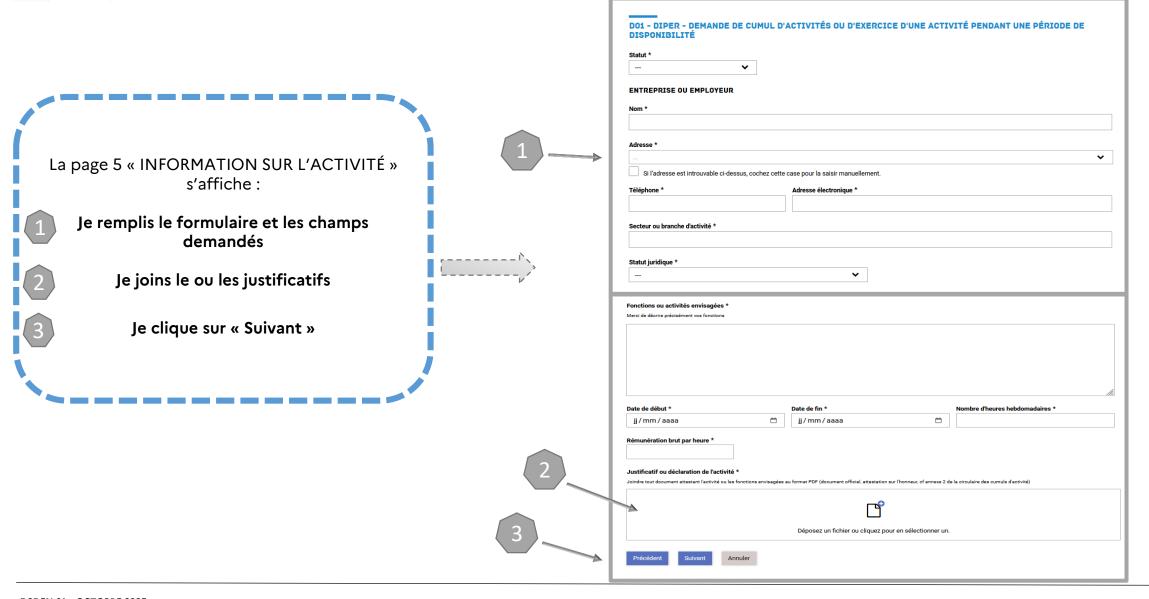




ACADÉMIE DE LYON Liberté Égalité

Fraternité

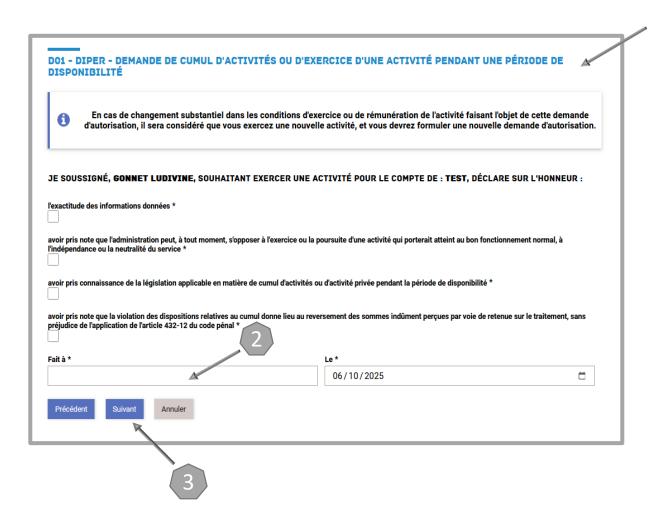
2 – RENSEIGNER LE FORMULAIRE



Fraternité

Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Ain

2 – RENSEIGNER LE FORMULAIRE

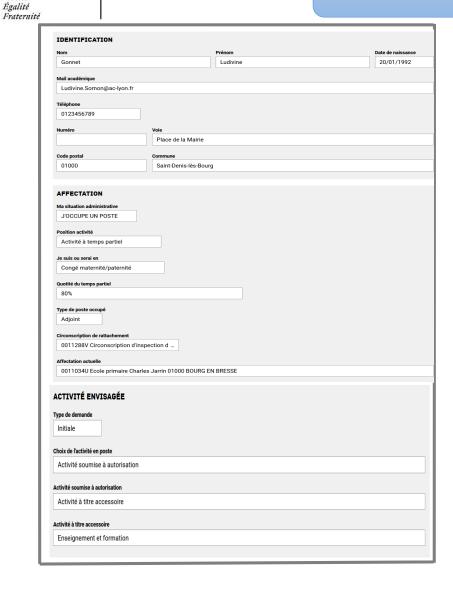


La page 6 : « Engagement » s'affiche Je coche obligatoirement les cases attestant l'exactitude des informations données et la prise de connaissance de la législation en vigueur Je remplis « Fait à ... » Je clique sur « Suivant »



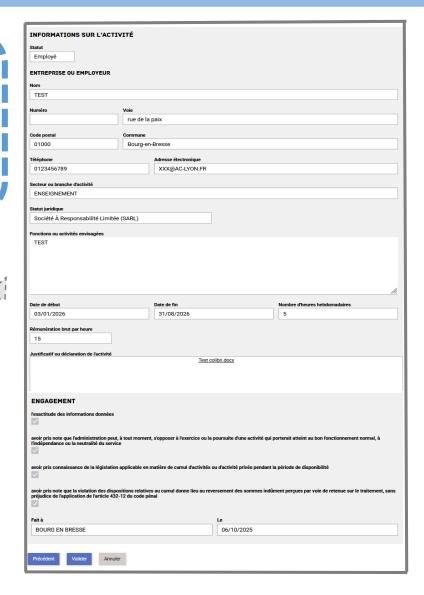
Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Ain

3 – VALIDER LE FORMULAIRE



La page 7 : « Validation » s'affiche

J'effectue une relecture du contenu de mes saisies et je clique sur « Valider »



Direction des services départementaux de l'éducation nationale de l'Ain

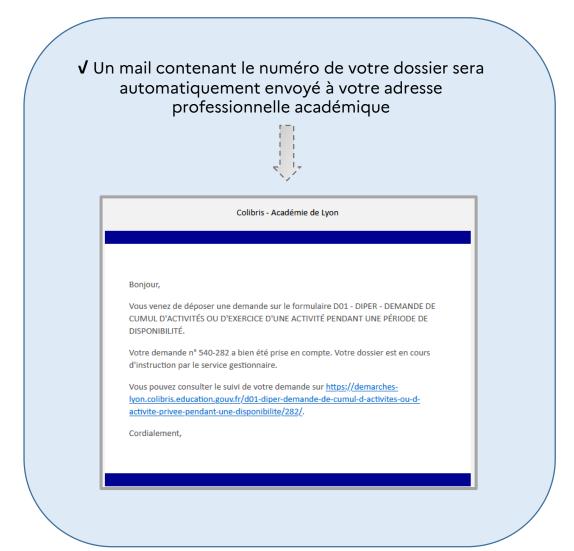
4 – RÉCUPÉRER LE CODE SUIVI DU FORMULAIRE ET SUIVRE MA DEMANDE

Lorsque vous validez l'envoi du formulaire :

- √ Une page récapitulative apparaît pour vous confirmer que votre demande est bien enregistrée
- √ Le formulaire est enregistré avec un numéro de dossier (dans mes demandes sur le portail Colibris):
 - il facilite les échanges avec le service
- il permet de suivre et/ou modifier votre demande de cumul d'activités







DSDEN 01 – OCTOBRE 2025 20



Pour toute demande de renseignements, vous pouvez contacter à la Division des Personnels de l'Ain :

Ludivine GONNET
Par téléphone au 04.74.45.58.96
Par mail à l'adresse ce.ia01-diper@ac-lyon.fr

DSDEN 01 – OCTOBRE 2025 21